CONSEIL ECONOMIQUE
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Une rencontre organisée
par le CESE en partenariat avec

Le Monde

# RENDEZ-VOUS sur l'état de la France 2016

14 juin 2016
au CESE

Taux d'emploi Endettement
Espérance de vie en bonne santé
Effort de recherche Satisfaction dans la vie
Pauvreté en conditions de vie
Sorties précoces du système scolaire
Inégalités de revenus Empreinte carbone
Artificialisation des sols

Le 14 juin 2016, le Conseil économique social et environnemental (CESE) présentait son rapport phare, le Rapport annuel sur l'état de la France 2016, remis au Gouvernement. Pour la première fois, notre assemblée organisait un grand colloque à la suite du vote en séance plénière.

À partir des préconisations du rapport, décideur.euse.s, et acteur.rice.s de la société civile réuni.e.s au CESE, ont formulé des mesures concrètes qu'elles.ils soutiennent afin de fixer des perspectives pour l'avenir de la France.

Les échanges étaient animés par Vincent Giret, rédacteur en chef au *Monde*, partenaire de l'événement.

Dans son discours d'ouverture, **Patrick Bernasconi**, Président du CESE, a rappelé que le Rapport annuel sur l'état de la France devait être un outil spécifique, une base de travail immédiatement exploitable, *« presqu'une feuille de route ou une carte marine signalant les passes et les écueils et permettant une navigation au plus près des réalités. Le CESE est la seule des trois assemblées constitutionnelles à avoir l'obligation de rendre ce rapport .»*

Patrick BERNASCONI

Ce rapport se base  sur les 10 indicateurs de richesse complémentaires au PIB retenus par le Gouvernement, et élaborés avec le concours de France Stratégie et du CESE*. Ils sont regroupés autour de trois grands thèmes, qui sont, pour notre assemblée, autant d'enjeux :

**. la cohésion sociale**
**. la préparation de l'avenir**
**. la qualité de la vie**

**détaillés en page 12*

Pierre-Antoine GAILLY

Hélène FAUVEL

Benedict DONNELLY (à gauche) et Vincent GIRET

« *Le rapport offre à l'ensemble des Français le regard inédit de la société civile sur ces nouveaux indicateurs.* » selon **Hélène Fauvel**, Présidente de la section de l'économie et des finances du CESE. Ce travail s'inscrit dans le temps long puisque l'évolution des indicateurs sera analysée chaque année. Le Conseil souhaite que le rapport alimente le débat budgétaire parlementaire discuté à l'automne.

« La France va mieux, mais elle ne se perçoit pas comme telle »
Pierre-Antoine Gailly

Pour **Pierre-Antoine Gailly** et **Benedict Donnelly**, rapporteurs du Rapport annuel sur l'état de la France : la France prépare mal son avenir et le climat de défiance excessive qui la caractérise aujourd'hui handicape l'investissement et freine la croissance.

**Benedict Donnelly** dresse le constat suivant : « *Il y a deux défaillances françaises majeures : le chômage de masse et la défaillance scolaire. Sur ces deux problèmes, il faut un traitement massif personnalisé, notamment pour les 2 millions de jeunes sans diplôme, sans qualification et sans emploi. Il ne faut plus laisser la situation se dégrader. Nous n'en avons plus le droit.* »

## Cohésion sociale

Pour **Yannick Blanc**, Préfet, Président de la Fonda, et Haut-Commissaire à l'Engagement, les Français.e.s ne perçoivent plus l'Europe comme une promesse mais comme une menace. Face à cette crise de confiance, il regrette le manque de vision et d'écoute des élites françaises : « *Il y a partout dans ce pays d'incroyables ressources de résilience et d'innovation… des citoyen.ne.s qui s'engagent et à qui nous devons redonner la parole et reconnaître le pouvoir d'agir, notamment au travers des associations. Les Français.e.s n'ont besoin ni de programmes ni de promesses, mais d'écoute et de respect.* ».

Yannick BLANC

Luc BÉRILLE

« *Le plus frappant dans ce pays, au-delà des difficultés prises isolément, c'est sa subjectivité propre. Savoir que nous ne sommes pas étrangers à l'état de la France contribue sans doute à réduire cette subjectivité qui nous fait tant défaut.*» note **Luc Bérille**, Secrétaire général de l'UNSA. Une perception qui tient autant aux citoyen.ne.s qu'aux postures de certains corps intermédiaires. Face à ce constat, le dialogue social apparait comme la seule voie de sortie : « *Nous devons élever le niveau !* ».

**Tom Chevalier**, Docteur en science politique, chercheur associé à Sciences Po, observe que depuis la fin de la 2e guerre mondiale, « *Les taux de pauvreté des plus jeunes et des plus âgé.e.s se sont progressivement inversés* », soulignant la nécessité de renverser le pacte social pour aider les jeunes à s'installer. Un changement de tropisme qui passe par deux nécessités : tourner le dos à l'élitisme du système éducatif et au familialisme.

Tom CHEVALIER

Selon **Carole Couvert**, Représentante du groupe CFE-CGC au bureau du CESE, la sortie de crise passe par une meilleure prise en compte des intérêts de chacun : « *La France doit s'inscrire dans une logique gagnant-gagnant et porter des projets porteurs de sens, créateurs de business, mais aussi de lien social* ». Elle plaide également en faveur d'un meilleur partage de la valeur ajoutée et de la mise en place de mécanismes de co-concertation inspirés du dialogue social allemand.

Carole COUVERT

Philippe LOUIS

Constatant que les Français.e.s se déclarent plus heureux.ses individuellement que collectivement, **Philippe Louis**, Président de la CFTC, s'interroge sur leur attirance pour les nouvelles plateformes de travail collaboratif telles qu'Uber. Un modèle qui pose problème du point de vue de la protection sociale : « *Si les entreprises prenaient exemple sur celles où l'on se dit heureux, et si ces plateformes participaient à l'effort de protection sociale, peut-être, alors, serait-il possible de réunir les conditions d'un retour de la confiance.* »

« *Préparer l'avenir, c'est changer d'état d'esprit et cela commence dès l'école* » affirme **Jean-Claude Ameisen**, Directeur du Centre d'études du vivant de l'Institut des humanités de Paris de l'Université Paris Diderot et Président du Comité Consultatif National d'Ethique, soulignant le coût de nos modes de vie en termes de santé humaine et de biodiversité. Près du quart des décès dans le monde seraient ainsi dus à un environnement défavorable et la seule pollution atmosphérique entraînerait plus de 3 millions de mort.e.s par an, avec les coûts que cela représente.
« *Nous sommes issus de la nature et en dépendons. Lorsque nous portons atteinte à nos écosystèmes, c'est à nous que nous portons atteinte.* »

Jean-Claude AMEISEN

## Préparation de l'avenir

Le Secrétaire général de la FNSEA, **Dominique Barrau**, souligne l'impérieuse nécessité pour la France d'affirmer sa souveraineté alimentaire. « *L'agriculture a connu beaucoup d'évolutions techniques, mais c'est l'évolution sociale des agriculteurs qui risque de décider de son avenir* » avertit-il, soulignant la nécessité de refondre les relations entre les acteurs dans une filière où « *seulement 8 % du PIB agricole revient aux exploitants*. »

Dominique BARRAU

Sabine BASILI

**Sabine Basili**, Présidente de la Commission des Affaires économiques de l'UPA, note que le secteur de l'artisanat (37 % des entreprises françaises) est frappé depuis 2008 par une érosion des marges qui limite sa capacité à investir. Le renforcement des fonds propres et la préservation des capacités d'investissement, ainsi qu'un accès facilité aux marchés publics, doivent constituer des priorités pour ce secteur. « *L'investissement est une condition essentielle d'une économie dynamique capable de se projeter dans l'avenir.* »

**Guillaume Duval**, Rédacteur en Chef d'*Alternatives économiques*, observe que la résilience du modèle français, notamment portée par un niveau de dépense publique élevé, a contribué à sauver la zone Euro du naufrage. Toutefois, les marges des entreprises ont été mises à mal et ont engagé la France dans une course à la réduction du coût du travail qu'il juge contre-productive : « *Une telle politique ne pourra que limiter la demande et prolonger les difficultés de la France*. » Selon lui, « *Il n'y a qu'en cessant de nous penser à tort comme l'homme malade de l'Europe que nous pourrons proposer à nos partenaires de la zone euro des politiques susceptibles d'amorcer le redressement.* »

Guillaume DUVAL

**Jacques de Heere**, PDG de la SCOP Acome, souligne l'importance de l'investissement pour le secteur coopératif, qui mise plus volontiers sur la différenciation de ses produits par l'innovation que sur des prix bas. Une différenciation qui va jusque dans la gouvernance : « *La véritable innovation, c'est la gouvernance coopérative qui implique les parties prenantes et particulièrement les salarié.e.s associé.e.s dans les Scop. Pour bien préparer l'avenir, il faut combiner innovation et intelligence collective.* »

Jacques de HEERE

Marylise LÉON

**Marylise Léon,** Secrétaire nationale de la CFDT, estime que la France doit mieux soutenir son effort de recherche. « *Nous ne sommes plus dans des crises successives, mais dans un monde en mutation* » prévient-elle. Une mutation qui peut également se révéler porteuse d'opportunités si innovations technologiques et sociales sont conjuguées : « *Le nouveau monde devra prévoir des modèles productifs plus sobres répondant aux nouveaux besoins sociaux.* »

**Thierry Philipponnat,** Directeur de l'Institut Friedland, considère que « *Le développement d'une économie bas carbone constitue un enjeu majeur nécessitant une politique volontariste et un investissement massif dans des technologies de rupture.* » Il conviendrait de concentrer l'investissement public sur un nombre restreint de pôles et de favoriser l'épargne mobilisable, actuellement trop faible par rapport aux stocks.

Thierry PHILIPPONNAT

## Préparation de l'avenir

**Christian Vernaudon** Président du groupe Outre-mer du CESE rappelle que le caractère indivisible de la Nation n'implique pas la négation des caractéristiques des populations qui la composent. La France doit comprendre que sa diversité est un atout majeur, assurer une meilleure reconnaissance de l'apport socioculturel et économique des Français.e.s d'Outre-mer et mettre en place une véritable politique de la mer. « *En intégrant la valeur produite par les habitant.e.s des communautés d'Outre-mer, le PIB français se trouverait augmenté de 0,6 %.* »

Christian VERNAUDON

## Qualité de vie

Michel CHASSANG

**Michel Chassang** Président du groupe des professions libérales au CESE et Président de l'UNAPL note que contrairement à l'espérance de vie, la part de vie en bonne santé tend à baisser. « *Dès lors, une approche plus qualitative s'impose, par exemple en retenant des indicateurs tels que l'espérance de vie en bonne santé perçue qui, contrairement à la part de vie en bonne santé, tend à augmenter. Cela contraste avec le pessimisme ambiant constaté au fil du rapport.* »

Le Vice-président de l'UNAF **Bernard Tranchand** plaide pour une meilleure prise en compte des conditions de vie des aidant.e.s, qui sont fréquemment victimes de problématiques d'épuisement impactant leur espérance de vie.
« *8,3 millions de Français.e.s consacrent une partie importante de leur vie à l'accompagnement familial. L'épuisement, le stress, le manque de sommeil, le manque de moyens sont autant de facteurs pouvant impacter leur capital santé […]. Cette France qui agit pour le « vivre ensemble » mériterait probablement d'être accompagnée.* »

Bernard TRANCHAND

Pascale VION

Pour **Pascale Vion**, Vice-présidente de la Fédération nationale de la Mutualité Française, l'enjeu n'est plus tant de vivre en bonne santé que d'organiser l'accompagnement de la dépendance. Or, de ce point de vue, « *Les années de vie gagnées ne le sont pas nécessairement dans les bonnes conditions et cet indicateur est défavorable aux femmes, dont l'espérance de vie en bonne santé atteint 62,6 ans contre 63,8 ans pour les hommes, expliquant pourquoi les femmes sont les plus concernées par les situations de dépendance.* »

## Prochaine édition

Pour **Patrick Lenancker**, Vice-président du Bureau du CESE, il s'agit de faire du rapport et du rendez-vous sur l'état de la France un événement qui aura lieu chaque année en juin. « *Les indicateurs seront par ailleurs suivis dans la durée et permettront ainsi d'en mesurer les évolutions pour mieux exercer notre devoir d'interpellation.* »

Patrick LENANCKER

Patrick BERNASCONI

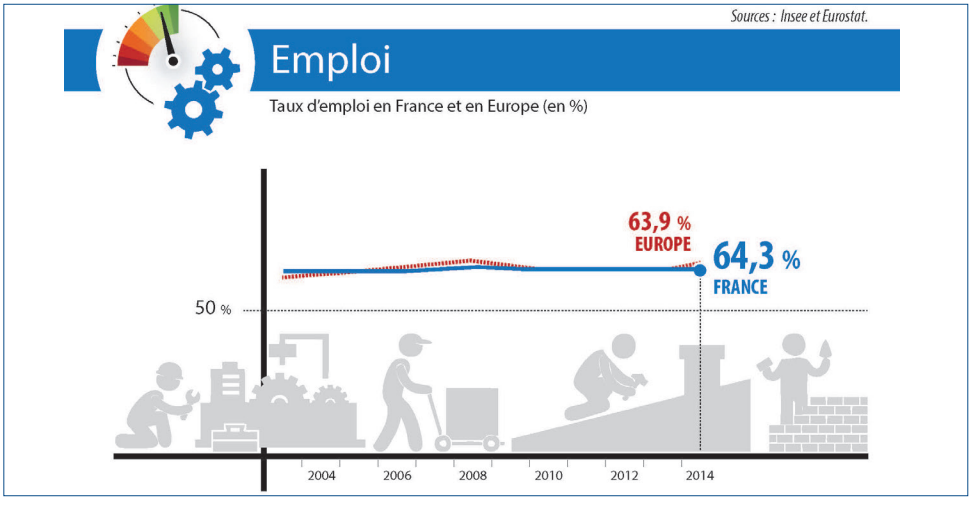
En conclusion, **Patrick Bernasconi**, Président du CESE, annonce la remise en mains propres du Rapport annuel sur l'état de la France au Premier ministre. Il clôt ce premier rendez-vous sur une note d'optimisme :

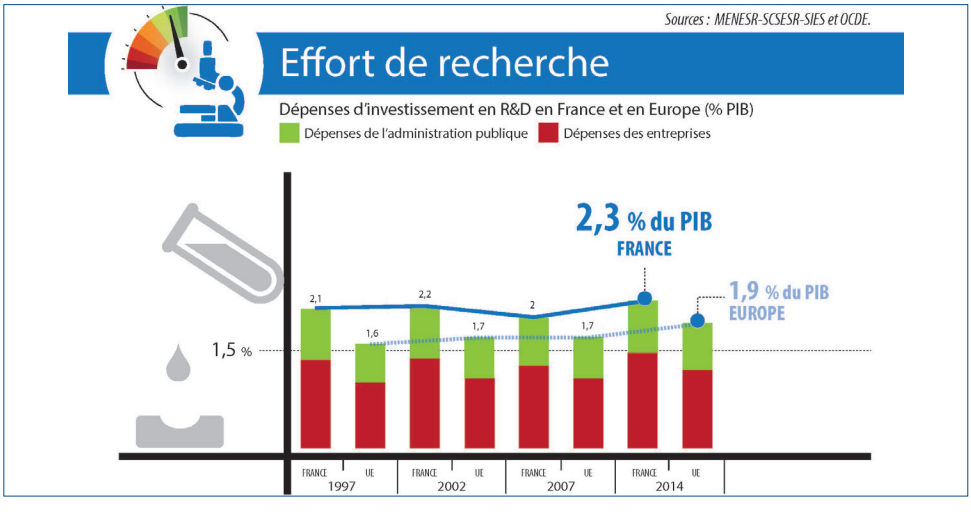
« *Notre pays me semble pris entre deux tentations : la tentation du progrès et la résistance au changement. Il se porte objectivement mieux, mais souffre encore de ses fractures […] Peut-être a-t-il juste envie qu'on lui redonne confiance.* »

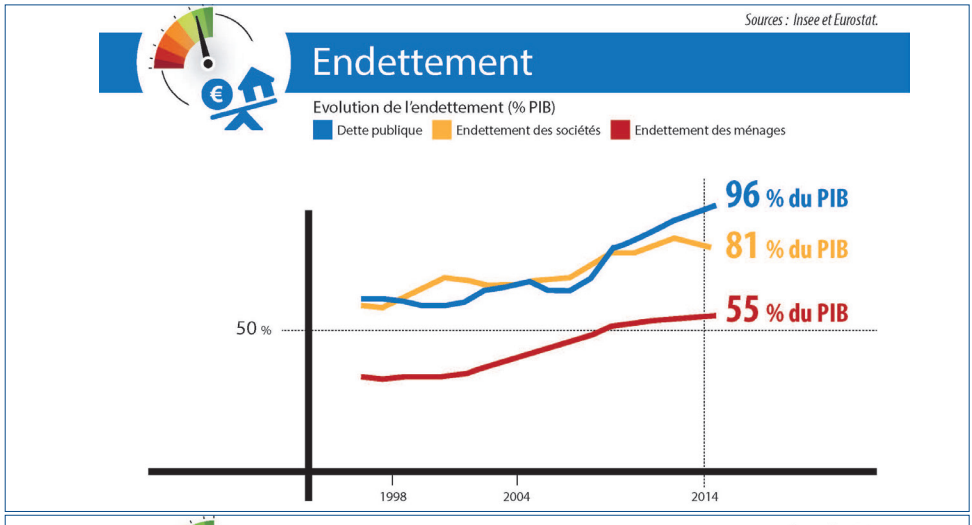
## Indicateurs

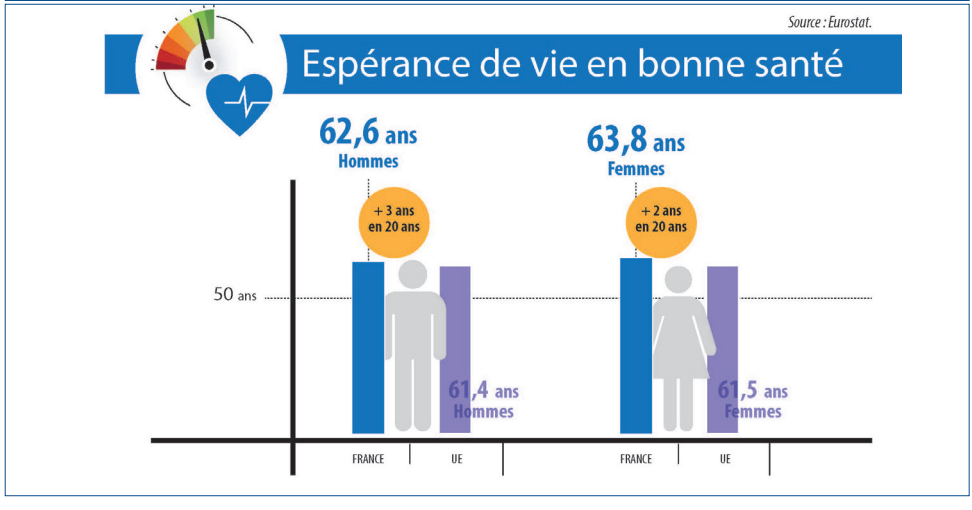
Depuis plusieurs années, dans un contexte de crise économique prolongée et de montée des préoccupations écologiques, le PIB fait l'objet, parmi les expert.e.s académiques, les acteur.rice.s sociales.aux et les institutions internationales, de critiques renouvelées portant sur sa capacité à décrire l'état d'une société du point de vue économique, social et environnemental ainsi que sa trajectoire en termes de transition écologique.

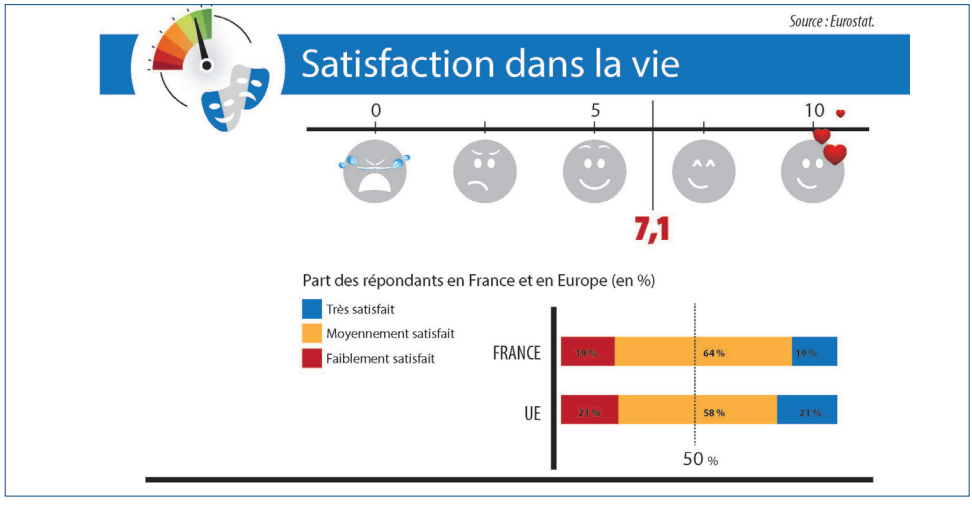
Dans le souci de faciliter son appropriation par les citoyen.ne.s, le Gouvernement a retenu un tableau de bord limité à 10 nouveaux indicateurs de richesse, issus des réflexions menées par le CESE et France Stratégie.
Le Rapport annuel sur l'état de la France 2016 se base sur ces 10 indicateurs.

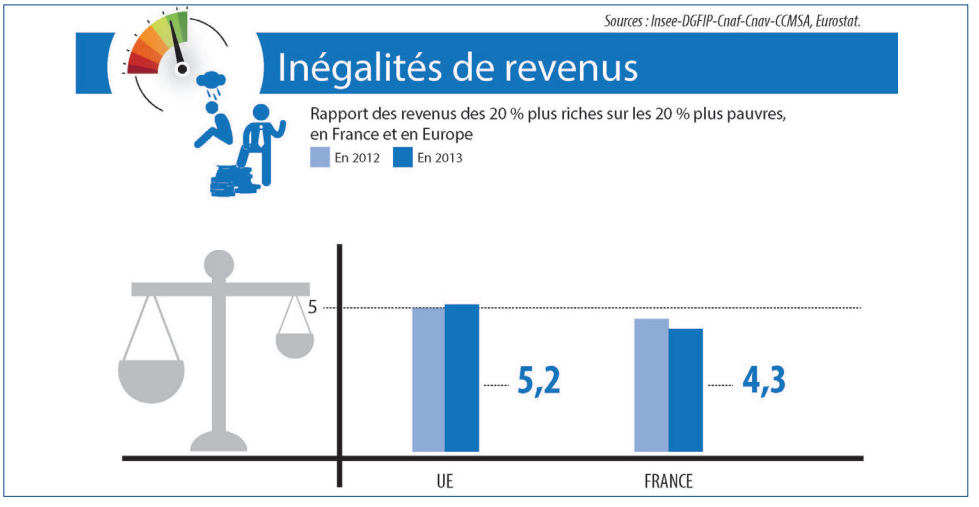


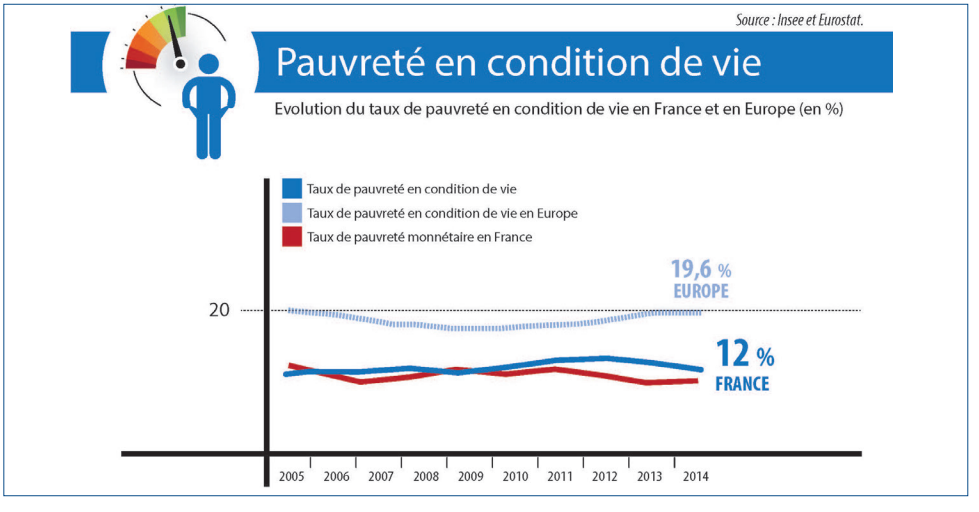



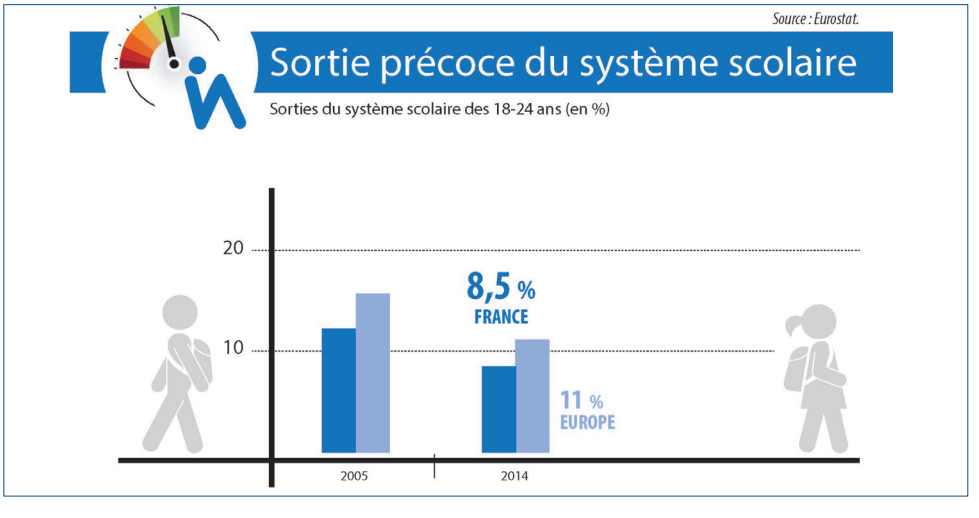

Sources : Insee et Eurostat.
Endettement
Evolution de l'endettement (% PIB)
Dette publique
Endettement des sociétés
Endettement des ménages
96 % du PIB
81 % du PIB
55 % du PIB
50 %
1998
2004
2014

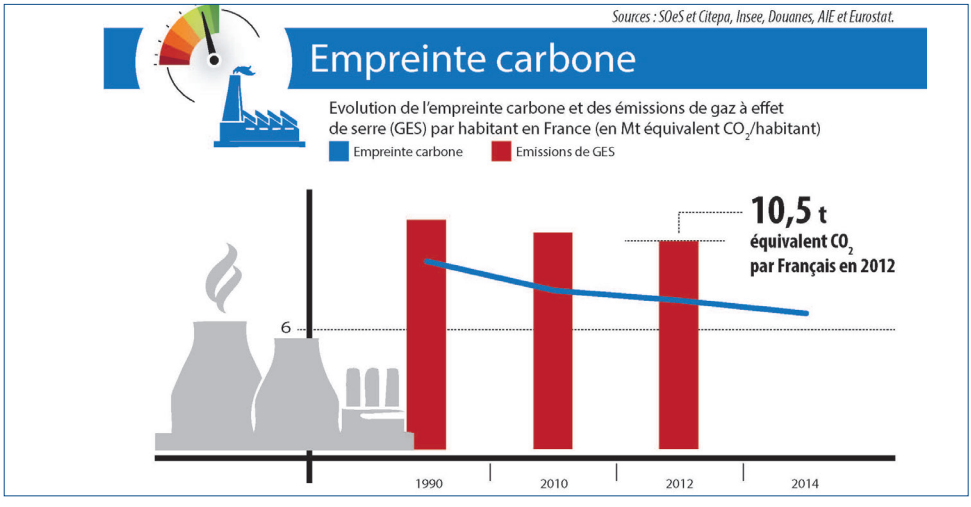

Source : Eurostat.
Espérance de vie en bonne santé
62,6 ans
Hommes
63,8 ans
Femmes
+ 3 ans
en 20 ans
+ 2 ans
en 20 ans
50 ans
61,4 ans
Hommes
61,5 ans
Femmes
FRANCE
UE
FRANCE
UE

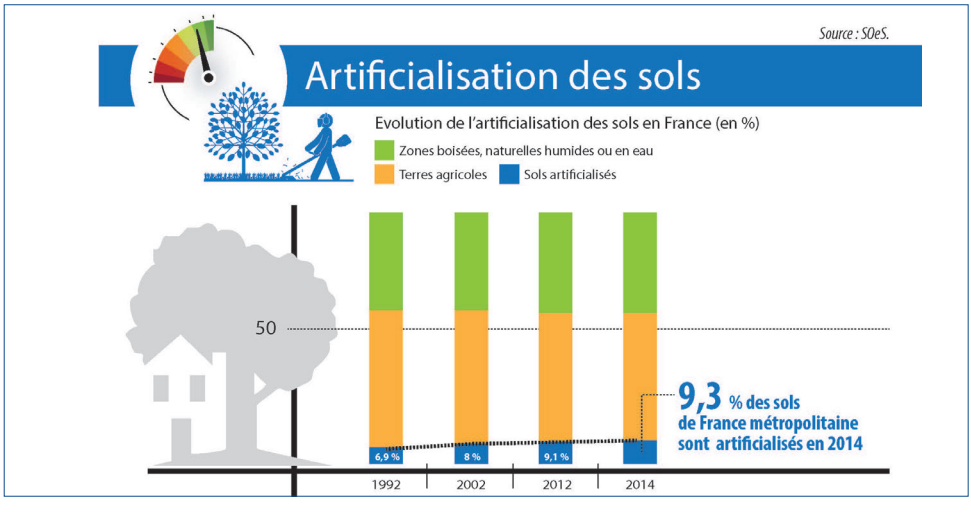

Source : Eurostat.
Satisfaction dans la vie
0
5
10
7,1
Part des répondants en France et en Europe (en %)
Très satisfait
Moyennement satisfait
Faiblement satisfait
FRANCE
19 %
64 %
19 %
UE
21 %
58 %
21 %
50 %


Sources : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Eurostat.
Inégalités de revenus
Rapport des revenus des 20 % plus riches sur les 20 % plus pauvres, en France et en Europe
En 2012
En 2013
5
5,2
4,3
UE
FRANCE


Source : Insee et Eurostat.
Pauvreté en condition de vie
Evolution du taux de pauvreté en condition de vie en France et en Europe (en %)
Taux de pauvreté en condition de vie
Taux de pauvreté en condition de vie en Europe
Taux de pauvreté monnétaire en France
20
19,6 %
EUROPE
12 %
FRANCE
2005
2006
2007
2008
2009
2010
2011
2012
2013
2014


Source : Eurostat.
Sortie précoce du système scolaire
Sorties du système scolaire des 18-24 ans (en %)
20
10
8,5 %
FRANCE
11 %
EUROPE
2005
2014


Sources : SOeS et Citepa, Insee, Douanes, AIE et Eurostat.
Empreinte carbone
Evolution de l'empreinte carbone et des émissions de gaz à effet de serre (GES) par habitant en France (en Mt équivalent $CO_2$/habitant)
Empreinte carbone
Emissions de GES
10,5 t équivalent $CO_2$ par Français en 2012
6
1990
2010
2012
2014


Source : SOeS.
Artificialisation des sols
Evolution de l'artificialisation des sols en France (en %)
Zones boisées, naturelles humides ou en eau
Terres agricoles
Sols artificialisés
50
6,9 %
8 %
9,1 %
9,3 % des sols de France métropolitaine sont artificialisés en 2014
1992
2002
2012
2014

CONSEIL ECONOMIQUE
SOCIAL ET ENVIRONNEMENTAL

Une rencontre organisée
par le CESE en partenariat avec

Le Monde

# RENDEZ VOUS sur l'état de la France 2016

14 juin 2016
au CESE

## Retrouvez l'intégralité de cet événement en VOD sur lecese.fr

Vous pourrez également télécharger l'intégralité du Rapport annuel sur l'état de la France en 2016.

## Contact

CESE
9 place d'Iéna
75775 Paris cedex 16
tél. : 01 44 43 60 00
contact@lecese.fr
@lecese

© Direction de la communication / Direction des services consultatifs du CESE - juin 2016
© Florence Joubert / Picturetank